



8 mars 1910-2010 : 100 ans de luttes des femmes

Des droits à défendre, d'autres à conquérir !

Des combats ont été gagnés : droit à l'avortement et à la contraception, libération sexuelle, autonomie, mais beaucoup restent à mener. Dans un contexte social marqué par la crise, le gouvernement attaque de toutes parts les droits des femmes.

Le droit à disposer de son corps est menacé par des offensives idéologiques et des choix politiques réactionnaires : fermeture de nombreux CIVG, une proposition de loi contre les violences faites aux femmes régressive par rapport à la loi-cadre du CNDF et sans moyens, coupes sombres dans les budgets des acteurs sociaux.

La réforme territoriale, véritable hold-up politique, fera passer, si elle est appliquée, la représentation féminine de 48% à moins de 20% dans les Conseils Régionaux, ruinant ainsi la parité amorcée.

L'égalité professionnelle n'est pas respectée. Le salaire des femmes est en moyenne 22% inférieur à celui de leurs homologues masculins ; leur retraite de 44% ! Elles représentent 80% des travailleurs pauvres et précaires (83% des temps partiels imposés, emplois subalternes, peu qualifiés et mal payés) surtout dans notre région où l'offre d'emploi est basée sur le tourisme et le service à la personne. Elles sont plus souvent au chômage et y restent plus longtemps. Elles subissent l'attaque contre les services publics professionnellement et socialement.

Parmi elles, les migrantes doivent se battre à la fois contre l'incurie des pouvoirs publics en matière de politique d'accueil des immigrés et pour leurs droits. Elles connaissent trop souvent des conditions de travail et d'hébergement contraires à la dignité humaine.

Le Languedoc-Roussillon bat quasiment tous les records en matière de pauvreté, de chômage et d'exclusion.

Le nombre d'IVG est supérieur à la moyenne nationale (notamment chez les adolescentes).

Les moyens alloués à l'information, la prévention et la prise en charge ne sont pas à la hauteur du flux de population que notre région accueille.

Il en est de même de l'hébergement d'urgence, des services liés à la petite enfance, de l'emploi...

Nous revendiquons

- **Le vote de la loi-cadre contre les violences faites aux femmes et les moyens nécessaires à la prévention et l'éducation,**
- **Un véritable service public de la santé, de l'éducation, de la petite enfance et le respect du droit à l'IVG,**
- **Une véritable politique d'égalité entre les femmes et les hommes et la retraite à 60 ans après 37,5 annuités pour toutes,**
- **La régularisation des travailleuses sans papiers.**

**La liste A Gauche Maintenant appelle à se joindre au rassemblement organisé par le Comité de Vigilance pour les Droits des Femmes 34
Lundi 8 mars à 17h30
Place de la Comédie à Montpellier**